

## Annexe III du décret-programme portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, les centes de vacances et l'inspection médicale scolaire

	Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
53	Fonds pour le cofinancement d'activités liées à la présidence belge de l'Union européenne (A)	Intervention de l'Union européenne dans le financement d'activités liées à la présidence belge de l'Union européenne	Paiement des frais liés à des activités organisées par la Communauté française durant la présidence de l'Union européenne

## Annexe IV du décret-programme portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, les centes de vacances et l'inspection médicale scolaire

	Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
54	Fonds relatif aux interventions du Fonds social européen (A)	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions en relation avec l'enseignement supérieur	Dépenses entraînées par des programmes d'actions en relation avec l'enseignement supérieur
55	Fonds relatif aux interventions de l'Etat fédéral (A)	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions en relation avec l'enseignement supérieur	Dépenses entraînées par des programmes d'actions en relation avec l'enseignement supérieur

## Annexe V du décret-programme portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, les centes de vacances et l'inspection médicale scolaire

	Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
56	Fonds relatif aux interventions du Fonds social européen (A)	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions en relation avec l'enseignement secondaire en alternance	Dépenses entraînées par des programmes d'actions en relation avec l'enseignement secondaire en alternance

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 2537

[C — 2001/27499]

**18 JUILLET 2001. — Décret relatif à l'introduction de l'euro dans la réglementation et dans les programmes informatiques de la Région wallonne (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les montants des sommes d'argent auxquelles les décimes additionnels visés par la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales sont appliqués sont censés être exprimés directement en euros sans conversion.

**Art. 2.** Les montants des amendes auxquelles les décimes additionnels visés par la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales ne sont pas appliqués sont lus comme des montants en euros, après leur division par un coefficient de 40.

**Art. 3.** Dans les dispositions légales, décrétales ou réglementaires portant l'obligation d'ajuster une somme à un montant proche en francs, l'ajustement est lu comme suit:

- 1° ajustement à 50 centimes ou au franc: ajustement au cent;
- 2° ajustement à 5 ou 10 francs: ajustement à 10 cents;
- 3° ajustement à 50 ou 100 francs: ajustement à l'euro;
- 4° ajustement à 500 ou 1 000 francs: ajustement à 10 euros;
- 5° ajustement à 5 000 ou 10 000 francs: ajustement à 100 euros;
- 6° ajustement à 50 000 ou 100 000 francs : ajustement à 1 000 euros;
- 7° ajustement à 500 000 ou 1 000 000 francs : ajustement à 10 000 euros;
- 8° ajustement à 5 000 000 ou 10 000 000 francs : ajustement à 100 000 euros;
- 9° ajustement à 50 000 000 ou 100 000 000 francs : ajustement à 1 000 000 euros.

**Art. 4.** Sans préjudice des articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent décret, le Gouvernement peut, jusqu'au 31 décembre 2001, adapter à l'euro les lois et décrets mentionnant des montants en francs belges ou se référant au franc belge.

A cette fin, le Gouvernement peut avec effet au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2002 :

- 1° modifier les lois et décrets en remplaçant l'usage du franc par celui de l'euro;
- 2° simplifier le résultat de la conversion des multiples de 10 francs figurant dans les lois et décrets, dans les limites suivantes :

- a. multiples de 10 francs : adaptation de transparence maximum de 5 cents;
- b. multiples de 100 francs : adaptation de transparence maximum de 0,5 euro;
- c. multiples de 1 000 francs : adaptation de transparence maximum de 5 euros;
- d. multiples de 10 000 francs : adaptation de transparence maximum de 50 euros;
- e. multiples de 100 000 francs : adaptation de transparence maximum de 500 euros;

f. multiples de 1 000 000 francs : adaptation de transparence maximum de 5 000 euros;

g. multiples de 10 000 000 francs : adaptation de transparence maximum de 50 000 euros;

h. multiples de 100 000 000 francs : adaptation de transparence maximum de 500 000 euros;

i. multiples de 1 000 000 000 francs : adaptation de transparence maximum de 5 000 000 euros;

3° supprimer des dispositions visées à l'article 3;

4° prendre des dispositions pour garantir la succession logique de deux tranches tarifaires ou barémiques successives, après la conversion des montants indiquant leurs limites;

5° relibeller en euros des montants inscrits dans les lois ou décrets, pour assurer une continuité ou permettre une précision particulière;

6° adapter au taux d'un euro pour un écu les montants inscrits en francs belges dans les lois ou décrets adoptés en application de directives européennes.

**Art. 5.** L'article 4 s'applique également dans les domaines que la Constitution réserve expressément au décret.

**Art. 6.** Avant le 31 mars 2002, le Gouvernement dépose au Conseil régional wallon un projet de décret visant à confirmer les arrêtés pris en vertu de l'article 4.

Les arrêtés qui ne sont pas confirmés avant le 31 décembre 2002 sont sans effet.

**Art. 7.** L'exécution, dans les programmes informatiques du secteur public, des dispositions légales, décrétales et réglementaires libellées en francs peut aussi avoir lieu en euros ou au format requis pour les montants en euros.

**Art. 8.** Dans les limites visées à l'article 7 et nonobstant toute disposition contraire, les programmes informatiques du secteur public en euros ou au format requis pour les montants en euros peuvent appliquer aux données, aux paramètres et aux calculs intermédiaires l'arrondi au nouveau format; ils peuvent notamment contenir une transposition des limites, seuils ou plafonds de façon neutre et réduire au nouveau format les intervalles entre les tranches barémiques ou tarifaires.

**Art. 9.** Les différences de calcul, par rapport à l'exécution en francs, qui peuvent résulter de l'application des articles 7 et 8, n'affectent pas l'exactitude de la détermination des droits ou des obligations.

Ces différences donnent toutefois lieu à rectification si elles empêchent la réalisation d'une condition d'accès à un droit.

**Art. 10.** Les articles 1<sup>er</sup> à 3 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 juillet 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

—  
Note

(1) Session 2000-2001 :

*Documents du Conseil régional wallon*, 248 (2000-2001) N<sup>os</sup> 1 et 2.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 18 juillet 2001. Discussion - Vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 2537

[C — 2001/27499]

**18. JULI 2001 — Dekret über die Einführung des Euro in den Regelwerken und den Programmen zur elektronischen Datenverarbeitung der Wallonischen Region (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Für die Beträge der Geldsummen, auf die die in dem Gesetz vom 5. März 1952 über die Zuschlagzehntel auf die strafrechtlichen Geldbußen angeführten Zuschlagzehntel angewandt werden, ist davon auszugehen, dass sie ohne Umrechnung direkt in Euro angegeben werden.

**Art. 2** - Die Beträge der Geldbußen, auf die die in dem Gesetz vom 5. März 1952 über die Zuschlagzehntel auf die strafrechtlichen Geldbußen angeführten Zuschlagzehntel nicht angewandt werden, sind in Euro zu lesen, nachdem sie durch einen Koeffizienten von 40 dividiert worden sind.

**Art. 3** - In den Bestimmungen der Gesetze, Dekrete und Verordnungen, die sich auf die Verpflichtung beziehen, einen Betrag auf einen naheliegenden Betrag in Franken auf- oder abzurunden, wird folgendes Verfahren angewandt:

- 1° Auf- oder Abrunden auf 50 Centimes oder einen Franken: Auf- oder Abrunden auf den Cent;
- 2° Auf- oder Abrunden auf 5 oder 10 Franken: Auf- oder Abrunden auf 10 Cent;
- 3° Auf- oder Abrunden auf 50 oder 100 Franken: Auf- oder Abrunden auf den Euro;
- 4° Auf- oder Abrunden auf 500 oder 1000 Franken: Auf- oder Abrunden auf 10 Euro;
- 5° Auf- oder Abrunden auf 5 000 oder 10 000 Franken: Auf- oder Abrunden auf 100 Euro;
- 6° Auf- oder Abrunden auf 50 000 oder 100 000 Franken: Auf- oder Abrunden auf 1000 Euro;
- 7° Auf- oder Abrunden auf 500 000 oder 1 000 000 Franken: Auf- oder Abrunden auf 10 000 Euro;
- 8° Auf- oder Abrunden auf 5 000 000 oder 10 000 000 Franken: Auf- oder Abrunden auf 100 000 Euro;
- 9° Auf- oder Abrunden auf 50 000 000 oder 100 000 000 Franken: Auf- oder Abrunden auf 1 000 000 Euro.

**Art. 4** - Unbeschadet der Artikel 1 und 2 des vorliegenden Dekrets ist die Regierung bis zum 31. Dezember 2001 befugt, die Gesetze und Dekrete, in denen Beträge in belgischen Franken angegeben werden oder in denen auf den belgischen Franken verwiesen wird, an den Euro anzupassen.

Zu diesem Zweck ist die Regierung befugt, mit Wirkung frühestens am 1. Januar 2002:

1° die Gesetze und Dekrete abzuändern, indem der Franken durch den Euro ersetzt wird;

2° das Ergebnis der Umrechnung der Vielfachen von zehn Franken, die in den Gesetzen und Dekreten angeführt werden, im Rahmen der nachfolgenden Grenzen zu vereinfachen:

- a. Vielfache von 10 Franken: Transparenzanpassung von höchstens 5 Cent;
- b. Vielfache von 100 Franken: Transparenzanpassung von höchstens 0,5 Euro;
- c. Vielfache von 1000 Franken: Transparenzanpassung von höchstens 5 Euro;
- d. Vielfache von 10 000 Franken: Transparenzanpassung von höchstens 50 Euro;
- e. Vielfache von 100 000 Franken: Transparenzanpassung von höchstens 500 Euro;
- f. Vielfache von 1 000 000 Franken: Transparenzanpassung von höchstens 5 000 Euro;
- g. Vielfache von 10 000 000 Franken: Transparenzanpassung von höchstens 50 000 Euro;
- h. Vielfache von 100 000 000 Franken: Transparenzanpassung von höchstens 500 000 Euro;
- i. Vielfache von 1 000 000 000 Franken: Transparenzanpassung von höchstens 5 000 000 Euro;

3° die in Artikel 3 angeführten Bestimmungen zu streichen;

4° die notwendigen Maßnahmen zu treffen, um die logische Reihenfolge der aufeinanderfolgenden Tarif- oder Gehaltsstufen zu gewährleisten, nachdem die jeweiligen Grenzbeträge dieser Stufen umgerechnet wurden;

5° die in den Gesetzen und Dekreten angeführten Beträge in Euro aufzuführen, um die Kontinuität oder eine besondere Präzision zu gewährleisten;

6° die in den Gesetzen und Dekreten, die in Anwendung europäischer Richtlinien verabschiedet wurden, angeführten Beträge in Belgischen Franken zum Umrechnungssatz von einem Euro für ein Ecu anzupassen.

**Art. 5** - Artikel 4 findet ebenfalls Anwendung auf jene Bereiche, die durch die Verfassung ausdrücklich per Dekret zu regeln sind.

**Art. 6** - Vor dem 31. März 2002 legt die Regierung dem Wallonischen Regionalrat zur Bestätigung der gemäß Artikel 4 verabschiedeten Erlasse einen Dekretentwurf vor.

Jene Erlasse, die vor dem 31. Dezember 2002 nicht bestätigt worden sind, werden wirkungslos.

**Art. 7** - In den Programmen der elektronischen Datenverarbeitung des öffentlichen Dienstes, in denen bei der Ausführung der gesetzlichen, dekretmäßigen und ordnungsmäßigen Bestimmungen der belgische Franken verwendet wird, kann auch der Euro oder das für die Beträge in Euro notwendige Format verwendet werden.

**Art. 8** - Innerhalb der in Artikel 7 festgelegten Grenzen und ungeachtet jeder anderslautenden Bestimmung können die Programme der elektronischen Datenverarbeitung des öffentlichen Dienstes, die den Euro oder das für die Beträge in Euro notwendige Format verwenden, auf die Daten, die Parameter und die Zwischenberechnungen die Auf- oder Abrundung gemäß dem neuen Format anwenden; sie können insbesondere eine neutrale Umsetzung der Grenzwerte, Schwellenwerte oder Höchstwerte umfassen und die Differenzen zwischen den Tarif- oder Gehaltsstufen gemäß dem neuen Format verringern.

**Art. 9** - Die Unterschiede bei der Berechnung im Vergleich zu der Ausführung in belgischen Franken, die bei der Anwendung der Artikel 7 und 8 entstehen können, haben keinerlei Einfluss auf die Genauigkeit bei der Bestimmung der Rechte oder Pflichten.

Diese Unterschiede führen jedoch zu einer Berichtigung, falls sie verhindern, dass eine für den Zugang zu einem Recht notwendige Bedingung erfüllt wird.

**Art. 10** - Die Artikel 1 bis 3 treten am 1. Januar 2002 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Juli 2001

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

—  
Note

(1) Sitzungsperiode 2000-2001 :

*Dokumente des Wallonischen Regionalrates* 248 (2000-2001) Nr. 1 bis 2

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 18. Juli 2001. Diskussion - Abstimmung

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 2538

[C - 2001/27499]

#### 18 JULI 2001. — Decreet betreffende de invoering van de euro in de regelgeving en in de computerprogramma's van het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De bedragen van de geldsommen waarop de opdecimen bedoeld in de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimen op de strafrechtelijke geldboeten worden toegepast, worden geacht rechtstreeks te zijn uitgedrukt in euro, zonder omrekening.

**Art. 2.** De bedragen van de geldboeten waarop de opdecimen bedoeld in de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimen op de strafrechtelijke geldboeten niet worden toegepast, worden gelezen als bedragen in euro na deling door een coëfficiënt van 40.

**Art. 3.** In de wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen houdende de verplichting om een bedrag naar boven of naar beneden af te ronden op het dichtstbijzijnde bedrag in frank, wordt de afronding gelezen als volgt :

- 1° afronding op 50 centiem of op de frank : afronding op de cent;
- 2° afronding op 5 of op 10 frank : afronding op 10 cent;
- 3° afronding op 50 of op 100 frank : afronding op de euro;
- 4° afronding op 500 of op 1 000 frank : afronding op 10 euro;
- 5° afronding op 5 000 of op 10 000 frank : afronding op 100 euro;
- 6° afronding op 50 000 of op 100 000 frank : afronding op 1 000 euro;
- 7° afronding op 500 000 of op 1 000 000 frank : afronding op 10 000 euro;
- 8° afronding op 5 000 000 of op 10 000 000 frank : afronding op 100 000 euro;
- 9° afronding op 50 000 000 of op 100 000 000 frank : afronding op 1 000 000 euro.

**Art. 4.** Tot 31 december 2001 kan de Regering de wetten en decreten die bedragen in Belgische frank vermelden of die verwijzen naar de Belgische frank, aan de euro aanpassen, onverminderd artikelen 1 en 2 van dit decreet.

Daartoe kan Zij, op zijn vroegst met ingang van 1 januari 2002 :

- 1° de wetten en decreten wijzigen door het gebruik van de frank te vervangen door dat van de euro;

2° de uitkomst van de omrekening van de veelvouden van 10 frank die in de wetten en decreten voorkomen, vereenvoudigen binnen de onderstaande grenzen :

- a. veelvouden van 10 frank : transparantieaanpassing van ten hoogste 5 cent;
- b. veelvouden van 100 frank : transparantieaanpassing van ten hoogste 0,5 euro;
- c. veelvouden van 1 000 frank : transparantieaanpassing van ten hoogste 5 euro;
- d. veelvouden van 10 000 frank : transparantieaanpassing van ten hoogste 50 euro;
- e. veelvouden van 100 000 frank : transparantieaanpassing van ten hoogste 500 euro;
- f. veelvouden van 1 000 000 frank : transparantieaanpassing van ten hoogste 5 000 euro;
- g. veelvouden van 10 000 000 frank : transparantieaanpassing van ten hoogste 50 000 euro;
- h. veelvouden van 100 000 000 frank : transparantieaanpassing van ten hoogste 500 000 euro;
- i. veelvouden van 1 000 000 000 frank : transparantieaanpassing van ten hoogste 5 000 000 euro;

3° de bepalingen bedoeld in artikel 3 opheffen;

4° maatregelen nemen teneinde de logische opeenvolging van twee tarief- of baremaschalen te waarborgen, na omrekening van de bedragen die de grenswaarden ervan aangeven;

5° bedragen die in de wetten en decreten voorkomen wijzigen in euro, teneinde een continuïteit te waarborgen of een bijzondere nauwkeurigheid mogelijk te maken;

6° de bedragen in Belgische frank die voorkomen in de wetten of decreten aangenomen ter uitvoering van Europese richtlijnen aanpassen aan de koers van één euro voor één ecu.

**Art. 5.** Artikel 4 is eveneens van toepassing op de aangelegenheden die de Grondwet uitdrukkelijk voor het decreet reserveert.

**Art. 6.** Vóór 31 maart 2002 dient de Regering bij de Waalse Gewestraad een ontwerp van decreet in ter bekrachtiging van de besluiten uitgevaardigd krachtens artikel 4.

De besluiten die vóór 31 december 2002 niet worden bekrachtigd, hebben geen uitwerking.

**Art. 7.** De uitvoering in computerprogramma's van de overheid, van wettelijke, decretale en reglementaire bepalingen die in frank zijn uitgedrukt, kan ook in euro of in het voor de bedragen in euro vereiste formaat geschieden.

**Art. 8.** Binnen de grenzen van artikel 7 en niettegenstaande iedere andersluidende bepaling, mogen de computerprogramma's van de overheid die met de euro of met het voor bedragen in euro vereiste formaat werken, de afronding in het nieuwe formaat toepassen op gegevens, parameters en tussenberekeningen; ze mogen onder meer een neutrale omzetting van grenzen, drempels en plafonds bevatten en verschillen tussen tarief- of baremaschalen tot het nieuwe formaat terugbrengen.

**Art. 9.** De berekeningsverschillen, ten opzichte van de uitvoering in frank, die door de toepassing van de artikelen 7 en 8 kunnen ontstaan, doen geen afbreuk aan de nauwkeurigheid van de vaststelling van rechten of verplichtingen.

Die verschillen geven evenwel aanleiding tot een rectificatie indien zij de vervulling van een voorwaarde voor de uitoefening van een recht verhinderen.

**Art. 10.** Artikelen 1 tot 3 treden in werking op 1 januari 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 juli 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. M. ARENA

Nota

(1) Zitting 2000-2001 :

*Stukken van de Raad* 248 (2000-2001) nrs. 1 tot 2.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 18 juli 2001. Bespreking - Stemming